

# ÉDUCATION

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

CAHIER THÉMATIQUE H · LE DEVOIR, LES SAMEDI 3 ET DIMANCHE 4 SEPTEMBRE 2016



**Alphabétisation :**  
le meilleur moyen  
de lutter contre  
la pauvreté  
*Page H 2*



**Groupes  
en alphabétisation**  
Le financement est  
le nerf de la guerre  
*Page H 3*



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Les coûts humains et sociaux de l'analphabétisme sont trop importants pour que l'on ne s'y attaque pas tous ensemble, énonce un réseau de 20 organisations qui réclame du gouvernement l'adoption d'une stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme.

## Une stratégie globale contre l'analphabétisme

Au Québec, plus d'un million d'adultes âgés de 18 à 65 ans ne pourront pas lire ce texte. La plateforme « Pour une stratégie nationale de lutte à l'analphabétisme » a été créée pour eux afin d'agir sur tous les fronts pour venir à bout des causes et des conséquences de l'analphabétisme, qui mine le développement social, économique et culturel du Québec.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE  
Collaboration spéciale

Créée à l'initiative de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) et du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), le Réseau de lutte à l'analphabétisme regroupe 20 organisations de la société civile. Il s'est donné pour mission de sensibiliser la société à l'analphabétisme, ses causes et ses conséquences, et de mobiliser la société civile en vue de l'adoption, par le gouvernement du Québec, d'une stratégie nationale

de lutte contre l'analphabétisme. La Journée internationale de l'alphabétisation du 8 septembre est l'occasion idéale de mettre en avant la plateforme Pour une stratégie nationale de lutte à l'analphabétisme, un document déjà remis au ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, et qui peut servir de guide pour aider à la mobilisation.

Les deux porte-parole du Réseau, Daniel Baril, directeur général de l'ICEA, et Christian Pelletier, coordonnateur du RGPAQ, s'entendent pour dire que la situation de l'analphabétisme au Québec ne va pas en s'améliorant. « Cette stratégie ne vise pas seulement l'apprentissage, mais tout l'environnement qu'on doit offrir aux personnes aux prises avec un pro-

blème d'analphabétisme », rappelle Christian Pelletier.

### S'attaquer à l'analphabétisme de façon globale

Jusqu'à présent au Québec, toutes les actions, l'orientation de la lutte contre l'analphabétisme et son financement dépendaient du ministère de l'Éducation. Aujourd'hui, le Réseau veut renverser la vapeur en proposant au gouvernement du Québec d'ouvrir le dialogue avec la société civile. On souhaite s'attaquer au problème de l'analphabétisme à l'aide d'une vision globale et cohérente. Pour être efficace, cette stratégie devra s'inscrire dans une perspective de justice sociale et tenir compte de la réalité des personnes peu alphabétisées et de leur famille. Et pour s'y attaquer, il faudra aussi relever les causes structurelles de l'analphabétisme en contribuant à la réduction du pro-

blème et de ses conséquences. Idéalement, la stratégie nationale interpellera l'ensemble des acteurs gouvernementaux et de la société civile concernés par cette lutte et permettra des collaborations et des partenariats entre les parties.

Selon Daniel Baril, « l'important est d'aller rejoindre les gens peu alphabétisés dans leur milieu, que ce soit dans des groupes sociaux communautaires ou dans les organismes de développement de l'employabilité. Il faut réussir à inclure la question de la lutte contre l'analphabétisme partout. Les gens n'attendent pas que quelqu'un frappe à leur porte pour les inscrire dans un centre d'éducation des adultes ».

Aujourd'hui, on parle de dépistage précoce à l'âge de la petite enfance afin d'identifier les élèves à risque de rencontrer des difficultés d'apprentissage. Mais on oublie souvent qu'il serait aussi



Daniel Baril

VOIR PAGE H 6 : STRATÉGIE

ABCDEF  
GHIJK  
LMNOP  
QRSTU  
VWXYZ

### POUR UNE STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE L'ANALPHABÉTISME

**Agissons en milieu de travail !**

ftq.qc.ca | twitter.com/ftqnouvelles | www.facebook.com/laFTQ

## ÉDUCATION



ISTOCK

« Pour nous, toute politique et toute loi sur la lutte contre la pauvreté doivent réaffirmer que le droit à l'éducation est une condition essentielle », assure Daniel Baril, directeur de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA).

## L'alphabétisation : le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté

CLAUDE LAFLEUR  
Collaboration spéciale

Le gouvernement du Québec prépare une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Sa préoccupation première est « d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres, de favoriser leur autonomie et de bâtir un Québec meilleur », indique-t-on. Cette stratégie viserait même à « amener le Québec, d'ici dix ans, au nombre des nations industrialisées comptant le moins de pauvreté ».



Serge Petitclerc

Or, selon Daniel Baril, directeur de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA), et Serge Petitclerc, porte-parole et analyste politique pour le Collectif pour un Québec sans pauvreté, toute stratégie de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit nécessairement passer par l'alphabétisation et la formation constante de tous les adultes.

Le 20 juin dernier, ils ont participé à la consultation parlementaire organisée

sous les auspices du ministre de l'Éducation.

« Treize pour cent des 25-64 ans n'ont pas de 5<sup>e</sup> secondaire, alors qu'environ une personne sur cinq a de très faibles compétences en lecture », rapporte M. Baril.

« Il y a d'ailleurs un lien étroit entre pauvreté et analphabétisme », enchaîne M. Petitclerc. Par exemple, la majorité des personnes recevant de l'aide sociale n'a pas de 5<sup>e</sup> secondaire, dit-il. « Or, comment peut-on envisager un retour sur le marché du travail lorsqu'on sait que, même pour travailler dans le moindre resto rapide, on exige désormais un diplôme de 5<sup>e</sup> secondaire ? » lance-t-il.

Une nécessité dans une « société du savoir »

En fait, rapporte Daniel Baril, il existerait une « sorte de paradoxe » dans notre société, c'est-à-dire que : « Nous nous disons une société du savoir, mais ce sont les individus qui doivent par eux-mêmes se débrouiller pour acquérir les connaissances et les compétences requises », dit-il.

C'est ainsi que l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes qu'il dirige redoute de plus en plus que les connaissances et compé-

tences nécessaires dans notre société du savoir « deviennent des facteurs de discrimination systémique ».

« Toute personne qui ne sait pas lire... Dommage pour elle ! lance M. Baril. Et toute personne qui n'a pas son diplôme de 5<sup>e</sup> secondaire est également de plus en plus exclue. »

Dans toutes les sphères de notre vie, observe-t-il, les connaissances et les compétences demandées sont de

« Il y a d'ailleurs un lien étroit entre pauvreté et analphabétisme »

plus en plus élevées. Mais, d'un autre côté, la société ne met pas en place les mesures systémiques qui permettraient à tous d'acquérir les connaissances et compétences maintenant requises dans une société du savoir.

À l'occasion de la consultation parlementaire de juin dernier, l'ICEA a ainsi fait valoir « une évidence », relate M. Baril, à savoir que le droit à l'éducation doit être à la base de la lutte contre la pauvreté.

« Pour nous, toute politique et loi sur la lutte contre la pauvreté doivent réaffirmer que le droit à l'éducation est une condition essentielle,

pose-t-il. Et, par la suite, il faut que le gouvernement prenne des moyens concrets d'alphabétisation. »

Les cinq piliers de la lutte contre la pauvreté

Pour sa part, le Collectif pour un Québec sans pauvreté a profité de la consultation parlementaire pour mettre en avant ce qu'elle considère être « les cinq piliers » sur lesquels devrait reposer le prochain plan de lutte contre la pauvreté, indique Serge Petitclerc.

En premier lieu, dit-il, l'ensemble des protections publiques (aide sociale, allocations familiales, aide financière aux études, rentes, etc.) devrait faire en sorte que toute personne se tire au moins de ce que le Collectif qualifie de très grande pauvreté — ce qui n'est pas le cas actuellement.

En deuxième lieu : un salaire minimum décent. « On dit souvent que la lutte contre la pauvreté passe par l'emploi, rappelle M. Petitclerc. Mais il faudrait au moins que ceux et celles qui travaillent au salaire minimum soient hors de la pauvreté — ce qui, là encore, n'est pas le cas. »

En troisième lieu, le Collectif considère que les per-

sonnes qui vivent pauvrement devraient avoir un meilleur accès à l'ensemble des services publics (santé, éducation, logement, énergie, loisirs et culture, etc.).

En quatrième lieu, il faut combattre les inégalités sociales. « Comme le recommandent maintenant des organismes comme le FMI et l'OCDE », fait remarquer Serge Petitclerc.

Enfin, le Collectif souhaite que le gouvernement mette en place des campagnes sociétales de lutte contre les préjugés envers les personnes pauvres, de la même manière dont il l'a fait pour contrer la discrimination envers les femmes, les minorités culturelles, l'orientation sexuelle, etc.

« On voit bien que si on ne s'attaque pas aux préjugés, ça devient très difficile de faire des avancées au chapitre des politiques sociales, notamment envers les assistés sociaux », constate le porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

De la formation pour tous !

Dans le même esprit, Daniel Baril ajoute qu'il n'y a pas que l'obtention d'un diplôme de 5<sup>e</sup> secondaire, mais également la formation en entreprise.

« C'est là un bon moyen pour lutter contre la pauvreté, dit-il, puisque ces travailleurs — qui gagnent souvent un petit salaire — ne sont vraiment pas à l'abri de la pauvreté. »

Or, déplore-t-il, chaque fois qu'un ministre ou un représentant du gouvernement parle d'éducation, il se limite toujours aux jeunes. « Pourtant, on devrait en tout temps parler des besoins en éducation de tout le monde... Au lieu de les réduire encore et toujours aux jeunes ! »

« L'éducation tout au long de la vie, on en parle — c'est un slogan dans la bouche de tout le monde —, mais, en pratique, on ne se soucie que de l'éducation des jeunes... comme s'il n'y avait rien d'autre ! » déplore avec véhémence M. Baril.

À ses yeux, toutefois, la stratégie de lutte contre la pauvreté sur laquelle travaille le gouvernement « est intéressante », puisqu'elle porte sur ce qu'il faut faire. « Mais c'est l'implantation de cette stratégie — qu'est-ce qu'on fera concrètement et comment se traduiront les valeurs affirmées dans le préambule de la loi — qui pourrait poser problème, s'inquiète Daniel Baril. Comme on dit toujours : le diable se cache dans les détails ! »

TOUT LE MONDE  
MÉRITE UNE CHANCE ÉGALE  
d'écrire son avenir.

JOURNÉE  
INTERNATIONALE  
DE  
L'ALPHABÉTISATION



Fédération  
des syndicats  
de l'enseignement  
(CSQ)

Centrale des syndicats  
du Québec



lacsq.org

## ÉDUCATION

## Le financement est le nerf de la guerre

D'année en année, les groupes populaires en alphabétisation s'appauvrissent; en partie parce que leur financement n'est pas indexé, mais aussi parce que depuis 2006, le fédéral s'est complètement retiré du dossier. Récemment, des signaux en provenance du ministère de l'Éducation semblent indiquer que le vent est peut-être en train de tourner.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE  
Collaboration spéciale

Au Québec, ce sont 128 groupes en alphabétisation qui sont reconnus et accrédités par le Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE), un programme du ministère de l'Éducation. Ces groupes forment un réseau autonome et distinct du réseau institutionnel des commissions scolaires.

«On tient à cette distinction. On joue un autre rôle que celui des commissions scolaires. On s'adresse à des gens qui, à un certain moment, ne sont pas en mesure de retourner sur les bancs d'école. Ils ont déjà connu ce cadre et c'est celui dans lequel ils ont échoué», explique Caroline Meunier, responsable du développement des analyses et des stratégies au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ). Elle s'occupe des dossiers politiques, de la reconnaissance des groupes, et des politiques d'éducation qui peuvent avoir un impact sur les adultes et sur l'alphabétisation. De plus, elle porte le dossier du financement.

## Un financement de mission

Le principal bailleur de fonds des organismes d'action communautaire autonomes, c'est le ministère de l'Éducation. Des 128 groupes reconnus par le programme PACTE, deux sont des regroupements, dont le RGPAQ et son équivalent anglophone, Literacy Quebec. Chaque année, ces organismes doivent présenter une demande de subvention.

Au niveau fédéral, c'est la catastrophe: au Canada, les initiatives contribuant à améliorer le niveau de littératie de la population se sont vu imposer des compressions de l'ordre de 17,7 millions de dollars dans leur financement annuel. Christian Pelletier, le coordonnateur du RGPAQ, parle même d'un virage idéologique: «Au Canada, tout comme au Québec d'ailleurs, il est de plus en plus difficile d'entreprendre une démarche d'alphabétisation si l'objectif ne vise pas un retour à court terme sur le marché du travail.» Comme l'éducation est une compétence provinciale, le fédéral ne pouvait pas investir dans la formation directe, «c'était du financement par "projet" utilisé pour la sensibilisation et le recrutement, et aussi pour créer du matériel pédagogique. Ces fonds servaient aussi à la recherche de lieux de concertation dans le



«Depuis des années, on réclame au ministère de l'Éducation des augmentations pour le financement de base», souligne Caroline Meunier, responsable du développement des analyses et des stratégies au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

but de trouver un arrimage dans une région», ajoute Caroline Meunier. Le financement du fédéral était possible grâce à une entente avec Québec. C'est cette entente qui a pris fin en 2007-2008. Depuis ce temps, il n'y a pas eu de réinvestissement de la part du fédéral, et le premier ministre du Canada ne s'est pas encore prononcé sur le dossier.

Contrairement au financement du fédéral par «projet», actuellement, le financement dont bénéficient les groupes par l'intermédiaire du PACTE en est un dit de «mission», utilisé pour l'ensemble des infrastructures et des activités. Caroline Meunier précise: «Pour notre stabilité, on privilégie un financement récurrent qui nous permet de vaquer à l'ensemble de nos occupations et de remplir notre mission.» Le financement par projet est intéressant quand les bases sont assurées. Mais malheureusement, comme le financement de mission de base n'est pas suffisant, souvent, le financement de projet vient pallier le manque de ressources, mais parce qu'il n'est pas récurrent, il ne permet pas d'assurer une stabilité dans les activités des organismes. «S'il y avait des réinvestissements au niveau fédéral, on voudrait peut-être revoir la formule. Pour l'instant, il n'y a rien d'annoncé du côté

du fédéral, mais depuis des années, on réclame au ministère de l'Éducation des augmentations pour le financement de base», souligne-t-elle.

## Pour un financement récurrent

Le financement de base offert par le ministère de l'Éducation ne suffit pas, et les organismes doivent trouver d'autres fonds, sinon ils doivent faire des compressions, et c'est souvent sur le plan des équipes de travail... Actuellement, l'enveloppe qui finance les groupes d'alphabétisation est de l'ordre de 12,8 millions pour les 128 organismes, dont les deux regroupements. Ce qui fait une moyenne de 99 000\$ par organisme. «C'est évident que les organismes ne peuvent pas vivre avec ça!» lance Caroline Meunier.

Rappelons que ce montant n'est pas indexé. Annuellement, les organismes déposent des demandes au ministère pour renouveler leur financement et exposent leurs besoins. «Actuellement, le manque à gagner est de plus de 9,2 millions pour répondre aux besoins qui sont là sur le terrain actuellement, et on ne parle pas de développement, mais seulement de répondre aux besoins actuels», déclare la responsable.

En avril dernier, un geste d'ouverture de la part du ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, a été accueilli favorablement: en effet, le ministre a fait un ajout non récurrent de 663 000\$ consacré au financement de l'année en cours. «On a eu l'occasion de rencontrer le ministre, et on sent qu'il y a un intérêt. Il l'a exprimé à plusieurs reprises sur la place publique: il est préoccupé par les questions d'alphabétisation. Tant mieux!» En partageant cette somme, les organismes ont reçu en moyenne 6000\$ chacun. «Pour nous, c'est comme une forme d'indexation, et on espère que les gestes vont suivre les paroles. On souhaite des investissements, parce qu'on en a besoin pour se restructurer», affirme Caroline Meunier.

Pour conclure, notre responsable explique avec beaucoup de passion: «Notre mission nous amène à rejoindre des gens peu alphabétisés. Ils sont près de 50 000 à participer à nos ateliers. Mais c'est important de souligner que la mission des organismes, c'est aussi de travailler dans les milieux afin de faire de la sensibilisation; aller chercher ces gens, c'est un défi. Avant qu'une personne pousse la porte d'un groupe, il y a un chemin et plusieurs obstacles à relever.»

Au Québec, plus d'un million d'adultes âgés de 16 à 65 ans ne maîtrisent pas suffisamment la lecture et l'écriture.

Les conséquences de l'analphabétisme freinent le développement social, économique et culturel du Québec.

**Agissons!**



La FAE, fière partenaire du Réseau de lutte à l'analphabétisme.

Consultez et appuyez la plateforme que propose le Réseau: [www.lutteanalphabetisme.ca](http://www.lutteanalphabetisme.ca)

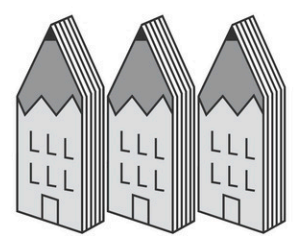


[lafaqc.ca](http://lafaqc.ca)



**ENSEMBLE**  
POUR UNE STRATÉGIE NATIONALE DE  
LUTTE À L'ANALPHABÉTISME!

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) est membre du Réseau de lutte à l'analphabétisme.



**RGPAQ**  
[rgpaq.qc.ca](http://rgpaq.qc.ca)

## ÉDUCATION

## FORMATION DES ADULTES

## Une politique attendue depuis près de 15 ans

A-t-on besoin de se remémorer que l'éducation a été passée au tordeur dans la poursuite de l'idéal politique libéral d'équilibre budgétaire? Or, les formations des adultes et de base, qui figuraient déjà comme parents pauvres dans le réseau, ont encore perdu des plumes.

RÉGINALD HARVEY  
Collaboration spéciale

Il apparaît de prime abord complexe de rejoindre les personnes analphabètes: «C'est un gros défi! Et le nombre de ces gens, qui ont des difficultés à comprendre et à utiliser l'information dans leur vie courante, est effarant», laisse savoir Line Camerlain, vice-présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et en grande partie responsable du dossier de l'éducation.

Elle explique qu'ils lisent peu de journaux ou de livres et qu'ils se servent peu de l'Internet: «Il faut aller sur le terrain, là où ils se trouvent. S'ils ont un emploi, on se doit de se rendre dans leur milieu de travail pour les dépister, les recruter et les sensibiliser à l'importance de revenir sur les bancs d'école pour parfaire leurs compétences.» Le recrutement prend une dimension de première importance, et selon cette dernière, les moyens pour y parvenir avec succès sont très limités.

## Attente et austérité

La dernière politique gouvernementale de formation des adultes remonte à 2002; près de 15 ans plus tard, rien de neuf sur une mise à jour attendue dans ce domaine. M<sup>me</sup> Camerlain se penche sur cette question: «Les derniers chiffres dans les centres de formation pour les adultes montrent un nombre marqué d'inscriptions en alphabétisation.» Malgré cette demande ac-

crue, ces centres-là figurent comme quantité négligeable en éducation et ils font face à un problème de financement: «Ils reçoivent des enveloppes fermées, contrairement au primaire et au secondaire, où ce financement est basé sur le nombre d'élèves inscrits.» Les commissions scolaires ne disposent pas de budgets supplémentaires même si le nombre d'adultes qui retournent en classe augmente: «Avec le milliard de dollars de compressions subies par les commissions au cours des dernières années, il va de soi que ces centres y ont goûté eux aussi.»

Une statistique dont elle fait part démontre clairement le bien-fondé de ses propos: «Les derniers chiffres des inscriptions dans les centres d'éducation pour adultes laissent voir que celles-ci sont passées de près de 15 000 en 2003-2004 à 7 000 aujourd'hui. Pendant ce temps, le nombre d'analphabètes était de 1 million et plus au Québec.»

Et dans le sillage des compressions budgétaires, ce sont les plus vulnérables qui ont écopé, selon elle: «Les personnes les plus vulnérables ont été affectées, et les analphabètes en font partie. Il existe une corrélation directe entre pauvreté et niveau de concept et de compétence: assurément, l'austérité aura des impacts, et il faut s'attendre à ce que les prochaines statistiques à ce sujet, prévues en 2023, montrent que le nombre d'analphabètes ne diminuera pas si on ne fait rien de plus.»



Line Camerlain



Les gens qui sont privés de connaissances de base éprouvent des problèmes accrus dans leur travail et dans l'exercice de leur quotidien.

## Le Québec a reculé en éducation

La plateforme en éducation de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) faisait état de statistiques alarmantes sur l'analphabétisme en 2012. Depuis ce temps, il demeure aberrant de constater que les progrès réalisés en alphabétisation demeurent mitigés, sinon en net recul, malgré les efforts consentis.

RÉGINALD HARVEY  
Collaboration spéciale

Il ressortait notamment de ces données que près de 50% de la population active âgée de 16 à 65 ans du Québec éprouvait des difficultés de lecture et que 27 à 30% des travailleurs en entreprise avaient besoin d'une formation de base. Véronique De Sève, vice-présidente de la CSN et responsable du groupe de travail en éducation, s'indigne: «On ne s'attend pas à ce genre de statistiques là dans une société qui se dit évoluée.» Et aujourd'hui, en 2016, «ces



Véronique De Sève

chiffres demeurent très parlants»: «Je dirais même qu'on a reculé! Il en est ainsi parce que, en éducation, on doit faire des investissements, que ce soit à la petite enfance ou pour la formation tout au long de la vie. Quand on parle d'alphabétisation ou des notions de base, il faut investir. Je me plais à le répéter sur toutes les tribunes: injecter de l'argent en éducation c'est un investissement et non pas une dépense.»

Elle pose donc comme constat que les gouvernements qui se sont succédé, depuis la publication de la plateforme, ont successivement procédé à des com-

pressions budgétaires en éducation: la formation de base aux adultes a écopé au même titre que les autres secteurs, entre autres en raison du grand nombre de groupes communautaires qui ont été privés de ressources financières: «C'est pourquoi il existe maintenant une coalition: "Luttons ensemble contre l'analphabétisme".» La CSN en fait partie, et ce regroupement réclame une stratégie nationale propre à réduire le nombre d'analphabètes.

## Alphabétisation et technologies

Les gens qui sont privés de connaissances de base éprouvent des problèmes accrus dans leur travail et dans l'exercice de leur quotidien, plutôt que d'être favorisés par l'implantation des technologies de pointe et de nouveaux moyens de communication, relève M<sup>me</sup> De Sève: «Si on a de la difficulté à lire, comment arriver à s'adapter à celles-ci

quand elles pénètrent les milieux de travail non seulement dans le manufacturier, mais aussi dans d'autres secteurs comme la santé? Celles-ci font appel à d'autres notions de base qui ne sont pas maîtrisées au départ.» Il en résulte que les besoins de formation s'accroissent pour ces travailleurs plongés dans l'ignorance.

Quant au sort qui est réservé dans un environnement technologique à ceux d'entre eux qui perdent leur emploi, elle fait valoir ce point de vue: «Pour faire une demande à l'assurance emploi, on ne parle plus maintenant à des êtres humains, mais à des machines. Comment arriver dans les circonstances à obtenir les prestations auxquelles on a droit au moment où les gouvernements coupent de plus en plus dans les services personnalisés?» Les analphabètes, tout fonctionnels qu'ils soient, sont pris au piège autant que les personnes âgées dans un tel contexte.



ISTOCK

La dernière politique gouvernementale de formation des adultes remonte à 2002; près de 15 ans plus tard, rien de neuf sur une mise à jour attendue dans ce domaine.

## Les milieux de travail: un endroit idéal pour dispenser une formation de base

Au Québec, l'alphabétisation passe largement par l'apprentissage du français en milieu de travail; la langue officielle apparaît comme l'outil essentiel pour éviter de sombrer dans l'analphabétisme, le déni des droits et la pauvreté. Le milieu syndical s'applique par conséquent, depuis plusieurs années, à dispenser de la formation à ses membres dans cette matière de base.

RÉGINALD HARVEY  
Collaboration spéciale

Le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Daniel Boyer, prend le taureau par les cornes et affirme sans ambages, et entend le répéter, «qu'il est possible de vivre toute une vie en anglais à Montréal». D'où l'importance de l'apprentissage du français au travail: «Quelqu'un qui immigré ici et qui ne maîtrise pas suffisamment la langue française n'apprendra pas cette langue dans son milieu familial, où sa langue maternelle est utilisée couramment; il en va de même pour les échanges courants au sein de sa communauté et parmi ses amis.»

Il se prononce donc pour une formation offerte le plus tôt possible dans les lieux de travail à l'arrivée des personnes immigrantes au Québec: «Il importe



Daniel Boyer

qu'il y ait des programmes de francisation de ces gens, là où ils travaillent.» La FTQ l'a compris depuis longtemps: «On est actifs depuis 30, 40, voire 50 ans dans les milieux de travail pour leur transmettre une formation de base.»

L'objectif est de faire d'une pierre deux coups: «C'est de cette façon qu'on va arriver à maintenir le français dans un bon état. Il y a aussi le fait que la reconnaissance de leurs droits comme citoyens et comme travailleurs ici, ça se passe en français, la langue commune, s'ils veulent être capables de se manifester pour ou contre certaines pratiques au travail ou dans le quotidien.»

## Formation linguistique compromise

La Fédération n'en déplore pas moins que des reculs plutôt que des avancées sont apparus dans les efforts de formation



ISTOCK

La FTQ se prononce pour une formation offerte le plus tôt possible dans les lieux de travail à l'arrivée des personnes immigrantes au Québec.

consentis: «C'est de plus en plus difficile», constate le président. Il y a des syndicats qui ont pris des initiatives pour réaliser des projets de francisation: «Ils ont agi de la sorte parce que les employeurs ne voulaient pas se "bâdrer" de cela, parce qu'ils y croyaient plus ou moins.»

La centrale a par la suite démontré qu'elle était en mesure de gérer efficacement de telles formations en milieu de travail en s'occupant de toute la logistique nécessaire: «Par contre, il suffit dans de tels cas d'avoir les subventions nécessaires pour libérer les gens afin qu'ils puissent suivre ces formations-là. On a agi de la sorte durant longtemps, mais on a de plus en plus de difficulté à obtenir des sous pour les organiser.» Les

principaux partenaires financiers, dont le ministère de l'Immigration vient en tête de liste, ne répondent plus à l'appel.

La situation se détériore chez les syndiqués et, à plus forte raison, chez les travailleurs qui ne le sont pas. A ce facteur de dégradation de la langue s'ajoutent encore les changements en vue sur les règles de l'immigration: «On est inquiet à ce sujet parce qu'on veut assouplir le critère de la connaissance du français pour plutôt obtenir plus de personnes dont le profil correspond aux emplois disponibles.» Daniel Boyer approuve une telle démarche à condition que la langue conserve son caractère prioritaire en matière d'immigration.

COLLÈGE FRONTIÈRE  
DEPUIS PLUS DE 100 ANS AU QUÉBEC

Depuis 1912, notre action vise le développement des compétences en littératie et la création d'occasions d'apprentissage:

- 3800 participants de tous âges reçoivent notre soutien.
- Nos 400 tuteurs bénévoles œuvrent dans les 3 grands centres urbains de la province.
- Nous collaborons avec plus de 96 partenaires, notamment des milieux de travail, des communautés autochtones et des organismes d'intégration pour les nouveaux arrivants.

Le bénévolat en alphabétisation fait partie de la solution.



Devenez bénévole ou faites un don dès aujourd'hui!  
WWW.COLLEGEFRONTIERE.CA

## ÉDUCATION

MILIEU SCOLAIRE

## Encore beaucoup de chemin à parcourir

À l'approche de la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre, il est bon de se questionner sur le chemin parcouru en milieu scolaire, un enjeu qui demeure plus que jamais d'actualité. En fait, les choses ont peu évolué depuis l'accession au pouvoir du gouvernement libéral. Les discussions stériles sur les structures, les coupes à répétition au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) et les changements rapides de ministres y ont sans doute contribué. La nouvelle volonté du gouvernement de faire de l'éducation une priorité et l'arrivée de Sébastien Proulx comme ministre au MEES pourraient toutefois changer les choses. Survol de la situation.

STÉPHANE GAGNÉ

Collaboration spéciale

Josée Bouchard, présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec, voit en tout cas d'un bon œil les actions entreprises récemment par le ministre. « Il visite les écoles pour se mettre au parfum des réalités vécues sur le terrain, il annonce un grand rendez-vous sur la réussite scolaire pour cet automne et une politique nationale plus tard, au printemps 2017 », dit-elle.



Nathalie Morel

« Beaucoup de décrocheurs viennent donc de familles monoparentales dont le chef de famille est une femme »

2016, il a dévoilé une plateforme appelée « Pour une stratégie nationale de lutte à l'analphabétisme », sur laquelle on trouve quatre axes d'intervention qui touchent tous les aspects de la problématique (sensibilisation, prévention, mise à niveau des connaissances tout au long de la vie et formation). « Lors de la Journée internationale de l'alphabétisation, on lancera de nouvelles initiatives », affirme Nathalie Morel, vice-présidente de la vie pro-

fessionnelle à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), qui fait partie du Réseau.

## L'importance de la prévention

M<sup>me</sup> Morel souligne l'importance de la prévention. « Il faut dépister les problèmes de littératie dès la petite enfance », dit-elle en rappelant qu'en 2007, la FAE avait obtenu six projets pilotes de dépistage précoce dans les maternelles 4 ans, projets qui se sont avérés pertinents et essentiels. Ces projets ont fait bouler de neige depuis. L'an dernier, il y en avait 88, et pour l'année en cours, 100 projets supplémentaires ont été annoncés par le ministre Proulx. La FAE aimerait toutefois que le gouvernement étende la maternelle 4 ans à tous les jeunes provenant de milieux défavorisés. Le gouvernement réfléchirait à cette possibilité.

Agir en prévention, c'est aussi lutter tôt contre le décrochage scolaire, autant chez les filles que les garçons. Jusqu'ici, la société s'est beaucoup concentrée sur le décrochage des garçons, or, selon un rapport produit par la FAE et Relais-femmes en 2015, le décrochage des filles aurait un impact plus grand sur l'alphabétisation, car les mères monoparentales ayant un faible niveau de littératie n'ont souvent pas les outils nécessaires pour aider leurs enfants à développer un intérêt pour la lecture et l'écriture. « Beaucoup de décrocheurs viennent donc de familles monoparentales dont le chef de famille est une femme », déplore M<sup>me</sup> Morel. Le rapport a toutefois suscité beaucoup d'intérêt, le décrochage n'est plus vu de la même façon aujourd'hui, mais on est encore loin d'adopter des actions qui pourraient atténuer ce phénomène. »

## Un financement insuffisant

En plus des chicanes de structure (ex. : abolir ou pas les commissions scolaires) et des changements fréquents de ministres, les programmes d'alphabétisation et de francisation ont souffert des compressions budg-



ISTOCK

En francisation, il n'y a clairement pas assez de classes, selon Sylvie Théberge, vice-présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

taires en vigueur depuis 2014. « On fonctionne avec des enveloppes fermées qui augmentent peu d'année en année, alors que les besoins augmentent sans cesse », déplore Sylvie Thé-

berge, vice-présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

En francisation, il n'y a clairement pas assez de classes, selon elle. « Souvent, les immigrants sont intégrés dans des classes ordinaires, qui ne sont pas adaptées à leurs besoins », dit M<sup>me</sup> Théberge. Les ratios élèves-

professeur sont souvent trop élevés, ce qui nuit à l'apprentissage. Il n'est pas rare de voir des classes de 36 élèves, parfois plus. Nous aimerions que le gouvernement adopte des ratios similaires à ceux qui existent dans le « secteur jeunes », soit de 20 à 24 élèves par professeur. »

L'insuffisance des services de soutien est un autre problème. Le nombre d'orthopédagogues, de psychologues et de psychoéducateurs, notamment, est largement insuffisant pour répondre aux besoins, dénonce M<sup>me</sup> Théberge. « Lorsque survient un problème particulier qui dépasse la compétence des professeurs, ceux-ci ne sont souvent pas en

mesure d'offrir un soutien adéquat. »

Au-delà des budgets et du soutien offerts aux élèves, M<sup>me</sup> Morel croit qu'il faut se poser des questions sur l'approche socioconstruct-

iviste qui a été adoptée en éducation depuis 1999 (aussi appelée « pédagogie de la découverte »). « Avec cette méthode, on tient pour acquis que l'élève a le bagage qu'il faut en littératie pour développer de nouvelles compétences, dit-elle. Or, souvent, les enfants ne maîtrisent pas encore les bases de la langue comme la phonétique. » Plusieurs spécialistes en éducation prétendent d'ailleurs que le système scolaire québécois forme des analphabètes. Dans son livre *Turbulences* (2013), le philosophe de l'éducation Normand Baillargeon fait un bilan très critique de cette réforme qui a choisi de faire prévaloir les compétences sur la connaissance.

Ses détracteurs ont-ils raison? Une chose est sûre, le Québec est toujours en 2016 aux prises avec un sérieux problème d'analphabétisme. Plus de la moitié des Québécois possèdent un niveau de littératie très faible (4%), faible (15%) ou moyen (34%). Ainsi, un adulte sur cinq éprouve de grandes difficultés à lire et à utiliser l'écrit. L'analphabétisme demeure donc toujours un sujet brûlant d'actualité.

## PRÉVENTION DE L'ANALPHABÉTISME

## Ouvrir les familles au monde du savoir

Les organismes communautaires Famille sont aux premières loges de la lutte contre l'analphabétisme. Cœuvrant auprès de milieux populaires, ils distillent dans toutes leurs activités le goût des mots, de la lecture et de la découverte pour éviter, lorsque c'est le cas, que les enfants pâtissent du malaise de leurs parents quant à ce monde du savoir.

ANNE GAIGNAIRE

Collaboration spéciale

Ils ne disent rien, avouent rarement. Mais ils sont gênés et « ont souvent développé des moyens de cacher qu'ils ne sont pas à l'aise avec l'écrit », témoigne Geneviève Des Groseilliers, intervenante famille à la Maison de quartier de Fabreville, à Laval: « Je n'ai pas mes lunettes; je remplirai le formulaire à la maison, etc. » Tous ne sont pas incapables de lire ou d'écrire, certains ne sont pas à l'aise ou comprennent mal un contrat ou un texte un peu long.

Familles peu scolarisées, parents qui n'ont pas terminé le primaire, population immigrée dont la langue française n'est pas la langue maternelle, les profils sont divers. « On doit souvent remplir les formulaires pour les gens, notamment au dépannage alimentaire, et on a pris l'habitude de réduire la longueur de nos messages écrits sur nos affiches », poursuit l'intervenante.

Les 200 organismes communautaires Famille ont comme mission de répondre aux « besoins des familles dans une perspective d'enrichissement de l'expérience parentale ». Ils proposent diverses activités, comme des cuisines collectives, des ateliers parents-enfants, des cafés-rencontres notamment avec les jeunes

mères, des conférences thématiques sur des thèmes d'éducation.

## Donner le goût d'être curieux

Impossible, étant donné leur mission, de ne pas contribuer à la lutte contre l'analphabétisme. « Ce sont des gens qui ont une expérience difficile avec l'école et, souvent, ils ne sentent pas outillés pour répondre aux demandes de l'école pour leurs enfants », constate Judith Poirier, responsable du développement des pratiques en littératies à la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille. Pour autant, « il n'est pas question pour nous de donner des cours formels d'alphabétisation », qui sont dispensés par d'autres organismes, mais « on essaie de donner le goût d'apprendre en famille, la curiosité, la culture de l'écrit et des mots, car la lecture et l'écriture ne sont pas le seul travail de l'école. La curiosité et le dialogue sont des valeurs collectives dans une société du savoir. »

Première étape: « Nouer un lien de confiance », lance Geneviève Des Groseilliers. Ensuite, « on distille l'éveil au monde de l'écrit dans toutes nos activités. C'est une valeur fondamentale, une façon de faire », renchérit Nadine D'Amours, intervenante à la Maison de la famille Des Chenaux, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, qui accompagne environ 150 familles par an, dans un milieu francophone et rural.

Les activités « d'enrichissement du rôle parental » sont toutes utilisées comme des canaux pour faire passer le message et familiariser les parents aux chiffres et aux lettres. « Dans le cadre des cuisines collectives, on écrit le menu avec les participants. Ainsi, ils font de l'écriture et des mathéma-

tiques, puisqu'ils doivent adapter la recette au nombre de portions », explique Geneviève Des Groseilliers.

## Des expériences positives

Les organismes offrent aussi plusieurs activités spécifiquement axées sur la lecture. La plupart organisent des dons de livres ou ont une bibliothèque. La Maison de la famille de Fabreville met une boîte d'une trentaine de livres pour tous les âges, que les parents ne cessent d'emprunter. Les petits qui ont entre 3 et 5 ans peuvent fréquenter les ateliers Les petits apprentis, sorte de pré-maternelle qui familiarise les enfants avec les lettres, les sons et la numération avant l'entrée à l'école. « À la fin de chaque séance, les éducatrices leur lisent un livre et on incite les parents à feuilleter des livres avec leurs enfants », indique Geneviève Des Groseilliers.

À la Maison de la famille Des Chenaux, « on prévoit des animations pour marquer la journée de la lecture: on discute avec les parents de la lecture, de ce qu'ils pourraient faire à la maison pour que les enfants aiment les livres ou simplement qu'ils soient en contact avec l'écrit, comme les habituer à lire les étiquettes, les recettes, etc. », énumère Nadine D'Amours. Tout est l'occasion de mettre les enfants en contact avec l'écrit. « Lorsqu'ils font des dessins, ils racontent à l'intervenante ce qu'ils ont représenté et elle l'écrit en dessous », poursuit-elle.

Avec les parents, la priorité, c'est de « démystifier et de les amener à faire plus que ce dont ils se croient capables; ce n'est pas de les faire devenir des lecteurs assidus, mais de les éveiller au monde de l'écrit et de la culture de façon à ce qu'ils soient capables de se passionner en famille sur des sujets, de regarder des documentaires, etc. », souligne Judith Poirier.

En fait, tout vise un objectif

ultime: « On voudrait que tous les moments que les parents passent avec leur enfant autour de l'écrit soient des moments de plaisir dans la mémoire affective de l'enfant. Les adultes qui ont eu un rapport difficile avec l'école reproduisent ce schéma avec leurs enfants. On essaie d'instaurer des facteurs de protection pour éviter cela et que, quand l'enfant arrive à l'école, son rapport à l'écrit, aux livres soit empreint de bons souvenirs », résume Nadine D'Amours.

## Situation financière difficile

Les organismes communautaires Famille sont donc très en-

gagés dans une certaine forme de prévention de l'analphabétisme. Mais leur situation financière les freine. Avec un budget annuel moyen de 70 000\$ par an, ils doivent faire des choix. « Les budgets n'ont pas augmenté depuis plusieurs années. Les répercussions se voient surtout sur le calendrier des activités et le roulement du personnel. Le bénévolat s'est développé pour combler les vides. Mais le travail de ces organismes demande une équipe stable pour tisser un lien de confiance avec les gens », regrette Judith Poirier, selon laquelle les organismes doivent rechercher des sources de financement complémentaires

aux subsides de l'État. « La philanthropie et le secteur privé prennent la place laissée vide par l'État », constate Judith Poirier.

Pour mieux prendre conscience des forces du réseau des organismes communautaires Famille et défendre leur apport à la société, la Fédération mène depuis 2011 le projet Agora afin de dresser l'état des lieux des actions menées notamment dans l'enrichissement des littératies familiales, les processus par lesquels les familles font l'acquisition de nouvelles habitudes et habiletés liées à la lecture, l'écriture et la numération, notamment.

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FAMILLE

DES MILIEUX DE VIE QUI CULTIVENT LE GOÛT D'APPRENDRE EN FAMILLE !

- Plaisirs des mots et des livres
- Collaborations Famille-École
- Préparation à l'entrée scolaire et réussite éducative
- Activités culturelles et soutien à l'implication sociale

Plus de 200 organismes partout au Québec.

Fédération québécoise des organismes communautaires Famille

[fqocf.org](http://fqocf.org)

La FQOCF est membre du Réseau de lutte à l'analphabétisme.

## ÉDUCATION

## Conjuguer alphabétisation et immigration

CATHERINE GIROUARD

Collaboration spéciale

Un immigrant sur cinq au Québec ne peut tenir une discussion en français. Alors qu'apprendre à lire et écrire est un défi en soi, celui-ci est d'autant plus grand quand la barrière de la langue entre dans l'équation.

Devant sa classe, Marilyne Roy est très expressive, gesticule, mime, gribouille au tableau, utilise des pictogrammes pour se faire comprendre. Assises derrière leurs bureaux, une dizaine de personnes parlant presque autant de langues et dialectes différents tentent tant bien que mal de comprendre ce que l'animatrice en soutien à la francisation leur raconte.

Quelque 200 000 immigrants ne parlent pas français au Québec, selon Statistique Canada. Des choses simples en apparence, comme signer un document, lire une note de l'école adressée aux parents, se soumettre à l'examen de conduite théorique, faire l'épicerie, ou aller chercher une prescription à la pharmacie, peuvent alors être complexes et stressantes pour eux.

«Ceux qui sont plus scolarisés et qui savent déjà lire et écrire dans leur langue maternelle ont généralement plus de facilité», a remarqué M<sup>me</sup> Roy, qui a été bénévole en francisation pour le collège Frontière dans un local de quartier à Sherbrooke et animatrice en soutien à la francisation pour le ministère de l'Immigration au Centre d'éducation populaire de l'Estrie. La bénévole donne l'exemple d'un Afghan qu'elle a accompagné pendant un an. «Il n'avait pas Internet chez lui, donc pas accès aux vidéos et aux outils Web vers lesquels je le dirigeais. Il repartait seulement avec les quelques feuilles que je lui donnais et savait compter jusqu'à 80 la semaine suivante», se souvient-elle, impressionnée.

## Accompagnement

Comme Marilyne Roy, des centaines de bénévoles du collège Frontière, un organisme national sans but lucratif qui œuvre pour l'alphabétisation, accompagnent tous les jours des gens dans leurs efforts d'alphabétisation et de francisation. Comme 42% de la population canadienne est analphabète, l'organisme n'est pas uniquement consacré aux immigrants, mais ceux-ci sont nombreux à bénéficier de ses services.

«Un mot à la fois, nous pouvons changer des vies, croit Mélanie Valcin, gestionnaire du Québec pour le collège Frontière. Parce que nous avons tous le droit d'apprendre, nous travaillons en première ligne avec les communautés qui ont



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Quelque 200 000 immigrants ne parlent pas français au Québec, selon Statistique Canada.

le plus besoin de nos services afin d'offrir aux individus les compétences nécessaires pour participer pleinement à la vie de leur communauté.» Séance de tutorat à Sherbrooke pour des femmes afghanes et pakistanaïses qui n'ont pas accès aux cours réguliers de francisation et s'occupent de leurs jeunes enfants, activités de francisation en famille dans un HLM à Québec pour des familles immigrantes à faibles revenus, camps d'été de littératie, tente de lecture, etc. Le collège Frontière offre un accompagnement personnalisé directement dans les milieux de vie.

«Plusieurs nouveaux arrivants bûchent vraiment fort pour y arriver», souligne Marilyne Roy. Un père de famille me racontait se lever aux pe-

tites heures pour étudier avant la routine matinale avec les enfants, filer ensuite au cégep pour ses cours de francisation offerts par le gouvernement et venir ensuite aux ateliers de francisation qu'on donnait le soir. Il travaillait tout le temps.»

«Ceux qui nous jettent toujours par terre, ce sont les enfants», affirme pour sa part Jasmine T. Vaillancourt, intervenante de milieu pour la table de quartier Vanier, à Québec, qui organise fréquemment des activités d'alphabétisation avec des bénévoles du collège Frontière. Les enfants jouent d'ailleurs souvent le rôle d'interprètes pour leurs parents, apprenant et s'adaptant souvent très rapidement.

Mais le défi reste grand pour les plus petits aussi. L'intervenante de milieu voit par exem-

ple des enfants arriver de camps de réfugiés avec d'énormes retards scolaires. «Ils doivent travailler en dehors de l'école pour être capables d'avancer en plus de ne pas avoir d'aide aux devoirs à la maison, les parents étant incapables de les aider sur ce plan.»

## Analphabètes et allophones

Le chemin est généralement plus long et difficile pour les immigrants qui sont analphabètes dans leur langue maternelle, qui n'ont jamais ou presque jamais mis les pieds à l'école, qui sont plus âgés ou qui arrivent de camps de réfugiés.

«Certaines personnes ne savent même pas faire de signature; on leur apprend à faire un X pour signer un document, illustre Jasmine T. Vaillancourt. Après un an, ils sont capables de dire les jours de la semaine ou les mois, mais encore là, ça prend du temps et de l'accompagnement en petits groupes.»

Jasmine T. Vaillancourt et Marilyne Roy croient toutes deux que l'année de cours de francisation offerte gratuitement par l'État n'est pas suffisante et devrait être mieux adaptée aux besoins particuliers de chacun. «Quand l'enseignement n'est pas adapté aux capacités, il n'y a aucune rétention de ce qui est enseigné, et les gens se découragent, fait valoir M<sup>me</sup> Vaillancourt. J'ai entre autres vu un malvoyant de 60 ans dans une classe de francisation. Il était dépassé, ça allait beaucoup trop vite pour lui. Il n'avait pas besoin qu'on lui apprenne à écrire, mais plutôt comment ça fonctionne ici, du concret.»

De plus, le dernier rapport annuel de gestion du ministère de l'Immigration démontre que 60% des immigrants adultes qui ne connaissent pas le français en arrivant dans la province ne suivent pas les cours de français offerts par l'État. Parmi eux, certaines personnes sont aussi très difficiles à rejoindre, comme les mères au foyer, les aidants naturels et les personnes âgées.

«Il faut mobiliser tous les acteurs autour de ces enjeux», affirme Mélanie Valcin. Car augmenter les compétences de communication d'une personne a des répercussions bien plus larges que le simple fait de pouvoir lire ou écrire, continue la gestionnaire du Québec pour le collège Frontière. «En augmentant le niveau de compréhension et d'expression de tous les membres d'une famille, on favorise entre autres la persévérance scolaire, on développe une attitude parentale positive, on augmente l'estime et la confiance en soi et on aide les gens à réaliser leur plein potentiel.»

## STRATÉGIE

SUIITE DE LA PAGE H 1

important d'aider les adultes qui rencontrent des problèmes sur leur lieu de travail ou auprès d'institutions. «Il faut aborder les questions de prévention en milieu de travail. À partir du moment où une personne a un emploi, il doit y avoir de la prévention pour vérifier qu'elle a toutes les compétences pour répondre aux exigences de santé et sécurité», explique Daniel Baril.

Le but d'une telle stratégie nationale est la réappropriation de la lecture et de l'écriture par la lutte contre la pauvreté, l'adaptation de textes écrits et technologiques à la réalité des personnes peu alphabétisées et la prise en compte de ces personnes lorsque vient le temps d'élaborer la dispensation des services, des programmes, des interventions de l'État et de la société civile. Des exemples existent déjà: «Lors de périodes électorales, il y a des outils de vulgarisation et de simplification des écrits qui sont mis en place pour faciliter la compréhension du processus», souligne Christian Pelletier. Quand les banques décident de mettre de plus en plus de guichets automatiques qui fonctionnent par de l'écrit, on provoque l'isolement de certaines personnes. La société est exigeante et met la barre de plus en plus haut sur le plan de l'écrit», c'est ce type de service qui pourrait s'adapter, selon Daniel Baril. On ne parle même pas des efforts qu'une personne peu alphabétisée doit fournir pour tenter d'avoir accès à un service gouvernemental.

Dans les faits, la plate-

forme du Réseau propose des actions structurantes classées sous quatre axes. Le premier axe suggère de valoriser la lecture et l'écriture et d'en faire la promotion. Un second axe propose d'agir en prévention de l'analphabétisme et de l'exclusion, alors que le troisième veut mettre en avant l'acquisition, le maintien et le rehaussement des connaissances en lecture et en écriture, et ce, tout au long de la vie. Finalement, un quatrième axe verra à la formation, l'avancement et le transfert des connaissances. «Pour nous, ces quatre axes sont très importants, les acteurs qui forment le réseau y jouent un rôle important, et c'est pour ça que c'est important de les réunir», lance Christian Pelletier.

Cette plateforme reprend certains points de la politique d'alphabétisation de l'UNESCO. L'organisme prône une approche globale. L'idée de l'UNESCO est toute simple, mais elle est difficile à mettre en œuvre: la question de l'alphabétisation doit être intégrée à tous les secteurs de la société. Daniel Baril explique que, par exemple, «une politique économique qui favorise le développement des entreprises doit tenir compte du fait qu'une partie des travailleurs est peut-être peu alphabétisée, et c'est la même chose pour une politique régionale. Mais on a tendance, ici comme ailleurs, à régler ces problèmes en vase clos. Ce qu'on souhaite, c'est de casser ce moule-là.»

«On fait la gageure qu'une large coalition d'acteurs qui va bien au-delà du monde de l'éducation, ça peut être porteur actuellement», conclut Daniel Baril.

al\_ab\_t\_sation

condition essentielle à la vie démocratique



csn.qc.ca

Exprimez votre appui

POUR UNE STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE À L'ANALPHABÉTISME!

lutteanalphabetisme.ca

LUTTONS ENSEMBLE!



CONTRE L'ANALPHABÉTISME

Le Réseau de lutte à l'analphabétisme